

Parade oratoire de Jouhaux



Parlant devant le vénérable Congrès des vénérables barbes de la Ligue des Droits de l'Homme à Avignon, Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T. et membre du Conseil de la Banque de France, a revigoré les Droits de l'homme par des paroles énergiques :

Ce jour-là peut être proche. Octobre ou novembre peuvent nous appeler à l'action. Nous y sommes préparés. Les factieux ne passeront pas plus en octobre 1938 qu'ils ne sont passés en février 1934.

Qu'est-ce à dire ? Y a-t-il là menaces ? Et dans quel sens ? Et pour quels objectifs ?

Il suffit de lire soigneusement ces quelques lignes pour voir que Jouhaux fait le matamore pour tenter d'effrayer la bourgeoisie qui entend aller encore plus loin et reprendre davantage que ce qu'elle avait lâché en juin 1936.

La réaction s'apprête. Jouhaux veut l'effrayer. « Retenez-vous, sinon nous ferons un malheur ». Mais les bourgeois clairvoyants, s'ils utilisent ces grandes phrases pour impressionner la masse des gogos qui constituent les troupes de la réaction et du fascisme, ne sont pas effrayés. Ecoutez ce que dit « Le Temps » sur les déclarations de Jouhaux :

On sait bien ce qu'il y a de suffisance et de bravade dans cette éloquence sonore. On sait bien que M. Jouhaux est un tribun plutôt qu'un chef d'émeutiers. On sait aussi qu'il suffit au gouvernement de vouloir pour que les velléités révolutionnaires s'en aillent en fumée. Mais le moment est néanmoins mal choisi pour se livrer à cette parade oratoire. Il est entendu que les dirigeants du Front populaire s'évertuent à nier leurs échecs en annonçant de nouvelles victoires. Tout de même, dans l'instant, pour nous et pour ceux qui les écoutent du dehors, il vaudrait mieux qu'ils se tussent.

Nous ne sommes pas aussi forts que les rédacteurs du « Temps » pour assurer la concordance des temps conformément aux règles de la grammaire. Ceci dit, et pour de toutes autres raisons, nous disons aux travailleurs qu'ils doivent donner à Jouhaux, Frachon et Cie le conseil de se taire.

« Nous sommes préparés à l'action », déclara Jouhaux à Avignon. Or, la réalité est qu'ils ont brisé depuis deux ans l'action ouvrière, qu'ils l'ont freinée et qu'ils ont mis les ouvriers dans une position de défense alors que le patronat n'aurait pas dû avoir les moyens de relever la tête.

Octobre, novembre... Mais comment préparent-ils l'action pour cette époque ? Cette préparation n'est nulle part visible, car elle est inexistante. Tandis que celle des fascistes est réelle.

Non, on n'arrêtera pas le fascisme par des phrases sonores. Retenez-vous... ou sinon. Les travailleurs doivent se préparer à la lutte, sans leurs grands chefs plus ou moins bien aimés et glorieux. Ils doivent l'assurer en préparant la constitution des CONSEILS D'ENTREPRISES, en créant dans chaque usine et dans chaque localité les organismes qui auront pour objectif de préparer la GREVE GENERALE pour imposer le CONTROLE OUVRIER sur les entreprises. Plus certainement que les bravades de Monsieur Jouhaux, cette préparation ouvrière fera réfléchir la bourgeoisie et l'écrasera.

SOLIDARITÉ Révolutionnaire
par le
« Fonds de Secours Rouge »

LES PSEUDO OPPOSANTS

ON ne peut mener la bataille contre Jouhaux et Frachon sans combattre ceux qui leurs servent de paravent. Contre la politique criminelle du Bureau Confédéral — IL FAUT LES FORCER A SE SITUER ENCORE PLUS CLAIREMENT

pour nous en tenir à la question de la lutte dans les syndicats (quoique le problème ne puisse être vraiment séparé de la lutte contre les partis du Front populaire) — Il n'est de vraiment sérieux qu'une politique révolutionnaire. Ceux qui proposent, indépendamment de l'orientation à suivre, un bloc, un accord entre gens disparates — plus exactement entre bureaucraties évincées, aigris — ceux-là sèment la confusion. Et celle-ci ne peut que servir Jouhaux et Frachon.

Pas un numéro de « La Commune » n'a paru, pas un de nos militants n'est intervenu sans exiger de tous ceux qui militent dans les syndicats des positions claires. Nous avons montré ce qu'était « Syndicats », « La Révolution prolétarienne », « Le Centre d'Action Syndicale contre la Guerre », nous avons signalé les équivoques et les silences du « Libertaire » (nous disons « et les silences » car ce n'est pas nouveau ce système du silence employé pour le procès du POUM).

Nous avons aussi, nous plaçant sur un tout autre plan, critiqué les insuffisances du « Cercle Lutte de classes » tout en soutenant sans réserves tout ce qu'il y avait de progressif dans son activité.



Les événements ont permis aux uns et aux autres de se situer plus nettement. Les progrès stalinien dans les Syndicats (dans l'appareil du moins) et les tentatives d'une aile du capitalisme français de trouver un compromis pour éviter une prochaine crise sociale, ont contribué à différencier les opposants des pseudo-opposants.

Jouhaux, Belin, « Syndicats », tous les fiefés et francs réformistes ont applaudi chaleureusement à la rencontre de Pontigny. La rencontre n'était nullement surprenante : il s'en passe d'autres dans les loges franc-maçonniques (où l'on va aussi « s'instruire » comme à Pontigny). Mais elle fit sensation.

Dumoulin, qui anime le « Centre d'Action Syndicale contre la Guerre » défend Belin promu future victime du stalinisme : il peut perdre... ô non pas sa vie comme Reiss, mais son fauteuil au Bureau confédéral. Vous n'allez pas faire ça, vous Chambelland et vous anars...

Mais, pas du tout, répond Chambelland. Je suis pour le bloc avec vous, « Syndicats », et contre vos banquets « où la chèrè est sans grands attraits » (R. P., n° 274).

Mais pour qui nous prenez-vous ? Vous devriez pourtant nous connaître ? déclare la rédaction du « Libertaire Syndicaliste ».

Eh oui, on connaît : pas loin, mais pas loin du tout des gens du « Peuple ». Avec eux, la belle « tradition française » et sus au bolchevisme.

Contre tous ceux qui ne sont que des pseudo-opposants, une minorité avec les instituteurs de l'« Ecole Emancipée », du « Cercle Lutte de classes » s'est affirmée beaucoup plus nettement, repoussant les propositions et les appels pour un bloc avec les réformistes de tout acabit contre les stalinien.

Accentuer cette voie, obliger de Dumoulin, au « Libertaire », en passant par Belin, Chambelland, tous ces hommes à se prononcer clairement, les débarrasser politiquement, les obliger à être plus franchement les opposants, les serviteurs de sa majesté Jouhaux, c'est là-dessus qu'il faut frapper encore plus fort.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

LE COIN DU

Les métallos et les accidents d'aviation

Les métallos sont « sages ». En fait, s'il y a moins d'incidents, de remous, de causes de conflit, c'est parce qu'on est pris par la « période des vacances », mais elle durera beaucoup moins longtemps que la vie chère et on ne manquera pas de s'expliquer avec les patrons.

Les bonzes syndicaux, satisfaits de leur bonne cuisine de congrès, ont, pour manifester leur existence, tenu de s'exprimer sur les récents et nombreux incidents d'aviation. Ce n'est pas la faute aux ouvriers, ont-ils écrit en réponse aux saletés traditionnelles des journalistes réactionnaires, toujours prêts à faire porter toutes les responsabilités sur le « lampiste ».

Ce n'est pas la faute aux ouvriers. Pour développer ce thème juste, les stalinien ont eu recours à une argumentation dont on peut dire pour le moins qu'elle est lamentable. Ils ont dit que les ouvriers voulaient que la France ait de bons avions, qu'ils travaillaient et qu'ils travailleraient sans compter pour cela ; ils n'ont donné que des raisons accessoires pour expliquer les accidents.

Il est déjà loin le temps où, avec « l'Humanité », le Syndicat des Métaux répondait, face aux infamies réactionnaires, que les ouvriers n'étaient pas des saboteurs parce que ce n'était pas là pour eux une méthode de lutte, que le sabotage était le fait du patronat animé avant tout par le désir de faire des profits, même sur la vie et la mort des hommes. Il est loin le temps où l'on dénonçait comme cause principale — aujourd'hui encore beaucoup plus vraie qu'autrefois — l'utilisation intensive d'un matériel et du personnel pour la préparation de la guerre impérialiste. Les Costes, Croizat et autres participent à cette infernale préparation et cherchent à ne pas le faire remarquer.

Quant aux gars de l'aviation, c'est par trahison qu'ils subissent maintenant les 45 heures et pas par un patriotisme dont la plupart se foutent. Et ils se prépareront, malgré messieurs les députés membres de la Commission de l'Aéronautique, à reprendre le terrain perdu, à reconquérir les 40 heures. Aujourd'hui, c'est le calme, mais le calme avant la tempête.



L'enfance en

Continuez de mourir, chine... Pour vous d'argent.

L'Indochine française, la seule où un embryon à Saïgon, Saïgon, la ville « privilégiée » de statistiques officielles, sur la mortalité infantile ES chiffres effrayants nous sont fournis, par les d'assistance sociale essaye d'exister.

Ces statistiques officielles, appuyons sur ce dernier mot, nous donnent, pour la mortalité infantile en général, dans la ville, c'est-à-dire pour les enfants de la naissance à la première année de vie :

Pour 1933, un pourcentage de 45,97, ce pourcentage décroît et tombe à 43,50 pour 1934, puis remonte à 45,50 et nous donne enfin, pour 1937, dernière année étudiée, le chiffre d'oscillation de 43,04.

La moitié des enfants que mettent au monde ces mères sont donc condamnés à disparaître, faute d'hygiène, faute de soins lorsqu'ils sont malades, grâce aussi à la misère physiologique de leurs nourricières.

La moitié.

Si nous étudions la proportion d'enfants morts-nés, baromètre de la misère physiologique de toute la population adulte, nous avons, en partant de 1933, le pourcentage de 8,69 ; en 1935, le chiffre tombe à 6,66, puis se relève jusqu'à 7,02 et donne, en 1937, également un chiffre d'oscillation, 6,94.

Ajoutons à cela que le total annuel des décès pour Saïgon, enfants et adultes, de 2.438 en 1933, s'élève à 3.155 en 1937, soit une augmentation de près de 30 %. Il n'existe pas, à Saïgon, une seule maternité officielle gratuite, mais quelques maternités privées y réunissent 229 lits — 229 pour une capitale. C'est tout ce à quoi l'effort civilisateur de « la France » a pu aboutir, en faveur des mères et des enfants, dans la perle de ses colonies ; et 154 lits dans la ville de Cholon. Soit 383 au total. C'est tout.

Cependant un Comité de l'Enfance bavarde à Saïgon, organisant des parloles et des fêtes de charité.

Les chiffres nous font défaut pour le reste de l'Indochine, pour l'intérieur du pays, les campagnes où les paysans n'arrivent pas toujours à mourir de faim.

Officiels et étudiés sur la brillante capitale, ils nous laissent supposer ce qu'il en est de l'enfance dans le reste du pays. Là, la statistique préfère se taire.

Reprenons donc le seul chiffre que nous ayons, 383